

[Traduction]

L'hon. M. Dinsdale: Puis-je demander au ministre de nous dire comment cette subvention de 3.8 millions à Micro-Max Products Ltd. de Kalamazoo peut se comparer à l'assistance accordée à l'industrie privée des produits pharmaceutiques au Canada?

M. l'Orateur: A l'ordre. Je ne crois pas que cette question puisse être posée maintenant et qu'on puisse y répondre.

LA CORRÉLATION DES ACTIVITÉS DU MINISTÈRE AVEC LES RESPONSABILITÉS DES AUTRES MINISTÈRES

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire au ministre. Quelles mesures sont prises pour coordonner l'activité de son ministère, en vertu de la loi sur les subventions au développement régional, avec les responsabilités des autres ministères de l'État?

[Français]

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Malheureusement, monsieur l'Orateur, et à mon grand regret, je n'ai aucune autorité sur les autres ministères.

[Traduction]

M. l'Orateur: La parole est au député de Spadina.

M. Ryan: J'ai une question pour le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

M. McGrath: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur...

M. l'Orateur: A l'ordre. Je m'excuse auprès du député de Spadina qui a la parole, mais le député de Saint-Jean-Est invoque le Règlement.

M. McGrath: En effet, monsieur l'Orateur. Ou le ministre n'a pas entendu ma question ou il ne l'a pas comprise. Je lui ai demandé ce qu'il faisait pour coordonner l'activité de son ministère en matière de subventions avec les responsabilités et les règlements des autres ministères que prévoient des lois du Parlement.

[Français]

L'hon. M. Marchand: Monsieur l'Orateur, la seule façon, dans une structure gouvernementale comme la nôtre, de faire la coordination, c'est par le truchement du cabinet et des comités du cabinet. Cela se fait régulièrement, et nous essayons de concilier nos programmes et de les coordonner.

* * *

LE RÉGIME D'ASSISTANCE PUBLIQUE DU CANADA

LE CAS DES ÉCOLES PROVINCIALES DE CORRECTION

[Traduction]

M. S. Perry Ryan (Spadina): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Étant donné les mesures de réadaptation proposées et déjà prévues dans le droit pénal, le gouvernement prévoit-il étendre la portée de la loi sur le régime

d'assistance publique du Canada aux écoles provinciales de correction et aux institutions de bien-être et si oui, quand agira-t-il?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, pour l'instant on n'y songe pas mais je rappellerais au député que par suite du Livre blanc nous sommes en train de revoir avec les provinces le Régime d'assistance publique du Canada dans son entier.

* * *

LES ALLOCATIONS FAMILIALES

LA RÉVISION DE LA LIGNE DE DÉMARCATIION DU REVENU PROPOSÉE DANS LE LIVRE BLANC

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question connexe. Comme le ministre, sauf erreur, a indiqué que la ligne de démarcation de \$10,000 pour le revenu global du mari et de la femme à l'égard des allocations familiales crée certaines injustices, rejette-t-il maintenant cette proposition telle que mentionnée dans le Livre blanc et, si oui, a-t-il autre chose à proposer à la Chambre?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, si le député avait lu le Livre blanc il comprendrait qu'il ne s'agit là que d'une des propositions qui ont été faites. Nous savons qu'en établissant une limite arbitraire semblable on crée toujours certaines injustices, et nous invitons des suggestions sur la façon de remédier à la situation, si de fait on peut y remédier. Nous invitons même le député à nous faire des suggestions.

M. Alexander: Monsieur l'Orateur, je veux remercier le ministre de ses remarques, mais tout ce que je voulais savoir c'est ceci: est-il maintenant en mesure de nous dire s'il laissera de côté cette proposition du Livre blanc et a-t-il une solution de rechange à offrir?

L'hon. M. Munro: Monsieur l'Orateur, nous étudions plusieurs possibilités à l'heure actuelle et nous en attendons d'autres de divers secteurs de la population.

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur l'Orateur, je veux adresser une question supplémentaire au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Étant donné que, selon sa déclaration, il tâche de remédier à l'injustice évidente que constituerait le retrait des allocations familiales aux familles qui ont un revenu annuel d'au moins \$10,000, peut-il dire à la Chambre quand il présentera ces propositions?

L'hon. M. Munro: Monsieur l'Orateur, comme je l'ai dit, il doit y avoir des exclusions et un amenuisement à un certain niveau. Nous tâchons de trouver les moyens de le faire sans susciter des privations et des disparités immédiates entre des gens dont les revenus sont assez semblables. Ces propositions sont à l'étude en ce moment. Je le répète, nous sollicitons les suggestions du député et des partis de l'opposition.